



## La Cour suprême rétablit une partie de la loi électorale en Arizona

- [23/08/2024](#)

La Cour suprême des États-Unis a remis en vigueur une partie de la loi électorale de l'Arizona ce jeudi. Les électeurs de l'Arizona devront fournir une preuve documentaire de leur citoyenneté, mais pas lorsqu'ils voteront à l'aide de formulaires fédéraux ou par correspondance.

**Historique** : En 2022, Doug Ducey, alors gouverneur de l'Arizona, a promulgué une loi exigeant des électeurs qu'ils fournissent une preuve de leur citoyenneté, qu'ils s'inscrivent à l'aide des formulaires de l'État ou des formulaires fédéraux, ou qu'ils votent par correspondance.

L'administration Biden a rapidement intenté un procès pour bloquer la loi, affirmant qu'elle violait la loi de 1993 sur l'inscription des électeurs (en anglais, *National Voter Registration Act*). La loi exige des électeurs qu'ils déclarent leur citoyenneté américaine lorsqu'ils soumettent leur formulaire d'inscription fédéral, mais n'exige pas de preuve documentaire.

**Décision de la Cour** : Par 5 voix contre 4, la Cour suprême a accepté jeudi d'autoriser les autorités de l'Arizona à rejeter les électeurs qui s'inscrivent en utilisant les formulaires de l'État s'ils ne présentent pas de preuve de leur citoyenneté.

Toutefois, les électeurs qui utilisent des formulaires d'inscription fédéraux ou des bulletins de vote par correspondance ne sont toujours pas tenus de fournir des documents attestant de leur citoyenneté.

**Prochaines élections** : À l'heure actuelle, plus de 41 000 personnes inscrites au niveau fédéral pour voter en Arizona lors de la prochaine élection présidentielle de 2024 n'ont pas fourni de preuve de citoyenneté.

Lors de l'élection présidentielle de 2020, Joe Biden aurait battu Donald Trump d'environ 10 000 voix en Arizona.

Bien que l'arrêt de la Cour suprême de jeudi ne concerne pas ces 41 000 électeurs non identifiés, il s'agit d'une petite victoire pour l'intégrité des élections.

Récemment, la Cour a rendu des jugements plus favorables au président Donald Trump.